

La lettre du Printemps

Professions, Institutions, Temporalités

n°7

Novembre 2020



Edito

Nous avons le plaisir de publier le numéro 7 de *la Lettre du Printemps* dans des circonstances troublées et difficiles pour nous tous et toutes. La crise sanitaire a touché et touche encore fortement notre laboratoire, et en particulier les plus fragiles, les doctorant-es. Le début d'année comme la période actuelle sont très durs pour eux et elles, qui ont vu se fermer leurs terrains et les bibliothèques. Ou pour certain-es d'entre nous qui ont connu la maladie, côtoyé et soutenu des malades. Enfin, la plupart ont passé de longs moments enfermé-es dans des lieux exigus ou ont des charges de famille les empêchant de travailler.

À ces jeunes collègues nous avons essayé d'apporter notre soutien, et nous continuerons.

Nous avons été aussi collectivement profondément affecté-es par la Loi de programmation de la recherche et choqué-es par la manière dont cette réforme profonde de l'ESR a été amenée et votée, en pleine conscience de l'opposition de la grande partie de notre milieu professionnel, sans aucune attention à la conjoncture vécue par les enseignant-es-chercheurs et chercheuses et dans le mépris le plus total envers eux et elles. Non seulement le contenu en est

extrêmement choquant (dans la remise en cause du statut de fonctionnaire et de la précarisation des agents de l'ESR), mais la méthode elle-même est honteuse.

Face à cette situation, il nous semble important de garder le cap, dans la protestation mais aussi dans la poursuite d'une activité de recherche collective, dans la continuité des débats et des échanges dans le soutien à toutes les collègues, qui ont besoin qu'il existe encore des institutions qui les protègent et les soutiennent.

Laurent Willemez,
Directeur du laboratoire Printemps

Sommaire

L'entretien

Marie Loison-Leruste p. 2

La recherche au Printemps

Collection « Interdépendances » – CNRS éditions p. 3

Andreza Davidian, doctorante brésilienne invitée au Printemps ... p. 4

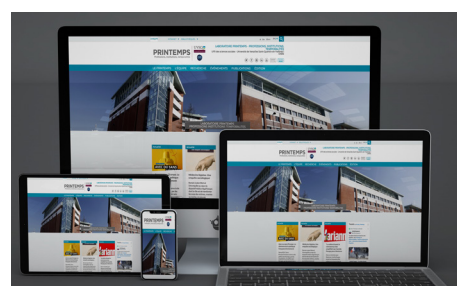
Les nouveaux membres du laboratoire p. 5

Soutenances de thèse p. 6

Les publications p. 7 - 8

Agenda p. 8

Un nouveau site web pour le laboratoire Printemps



Suivez nos actualités sur notre nouveau site qui propose un design plus actuel et une conception responsive adaptée à tous les écrans (ordinateur, tablette, mobile) !

www.printemps.uvsq.fr



Laboratoire PRINTEMPS
UMR 8085 (UVSQ/CNRS)

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
47, boulevard Vauban - 78047 Guyancourt

Tél. : 01 39 25 56 50
contactprintemps@uvsq.fr

www.printemps.uvsq.fr | @Labo_Printemps

PRINTEMPS
Professions, institutions, temporalités



L'entretien

Marie Loison-Leruste



Maitresse de conférences en sociologie à l'Université Sorbonne Paris Nord depuis 2011, chercheuse au laboratoire Printemps depuis 2019 et accueillie en délégation, Marie Loison-Leruste travaille depuis plus d'une quinzaine d'années sur les phénomènes d'exclusion et de marginalité.

Ta thèse a été publiée quelques mois avant la polémique consécutive la réunion de présentation d'un projet de centre d'hébergement d'urgence dans le 16^e arrondissement de Paris qui avait tourné à l'émeute. Quels étaient les enjeux que la publication de ton ouvrage entendait mettre en débat ?

Ma thèse, qui a été publiée en 2014 sous le titre « Habiter à côté des SDF », portait sur les représentations sociales et les attitudes à l'égard des personnes sans domicile. L'objectif de cette recherche était double : il consistait à étudier le processus de construction des identités des personnes sans domicile en analysant la façon dont elles sont perçues aujourd'hui par différents types d'acteur-trices (politiques, associatifs, médiatiques). Il consistait aussi à mieux comprendre les phénomènes de rejet (NIMBY), d'indifférence ou de compassion que les sans-domicile suscitent dans l'espace public.

Sur quel terrain t'es-tu appuyé pour éclairer ces comportements ?

Le travail de terrain s'appuyait sur une enquête à la fois qualitative et quantitative, réalisée auprès d'un échantillon de plus de 500 personnes vivant à proximité de structures d'accueil et d'hébergement d'urgence. Habiter près des personnes sans domicile, les voir quotidiennement, c'est être confronté à l'altérité, à la marginalité et aux inégalités sociales et économiques qu'elles représentent. En partant d'un problème très localisé, celui de la cohabitation entre des habitant-es d'un quartier et des personnes sans domicile, et en interrogeant les catégories « ordinaires » forgées par ces voisin-es des « SDF », ce travail offrait une clé de lecture permettant de mieux comprendre le rapport social à l'altérité et à la marginalité et le type de réactions qu'elles suscitent.

Suite à cette publication, comment ont évolué tes travaux ?

Les différents projets de recherche que j'ai menés depuis s'inscrivent en continuité avec ces travaux et ont pour objectif d'analyser les caractéristiques et les trajectoires sociales et résidentielles des personnes en situation d'exclusion (liée au logement, à l'emploi, à la santé, aux violences, etc.) et la façon dont elles sont perçues et catégorisées dans l'espace public, par les « citoyen·nes ordinaires » (usager-es des transports en commun, riverain-es des centres d'hébergement d'urgence), les professionnel·les de l'intervention sociale qui les accompagnent dans leurs démarches d'accès aux droits et aux soins, les magistratures sociales (commissions d'attribution de droits par exemple) ou les politiques publiques. Après ma thèse, j'ai ainsi travaillé sur la question des vulnérabilités au sein de l'association Emmaüs, sur les commissions d'attribution de droits en prison, sur les personnes de plus de 50 ans utilisant des

services d'hébergement ou de distribution de repas, sur la question de l'accès aux droits des personnes sans domicile ou sur les jeunes bénéficiaires de la Garantie jeunes.

Quels sont les principaux objets de tes recherches actuelles ?

Mes recherches actuelles portent principalement sur deux objets. Le premier concerne les femmes sans domicile et leurs trajectoires institutionnelles au sein des dispositifs qui leur viennent en aide. Depuis quelques années, j'intègre à mes réflexions une perspective genrée et le travail de terrain que je mène depuis 2015 dans différents dispositifs d'accueil met au jour la spécificité des trajectoires des femmes sans domicile par rapport à celle des hommes. Exposées à des formes spécifiques de violences, qui sont structurantes dans leurs trajectoires de vie, elles bénéficient également de formes de protection particulières via une prise en charge institutionnelle différente de celle des hommes. Il montre également que certains dispositifs participent au renforcement de la vulnérabilité des femmes sans domicile en renforçant des tensions et des ambivalences présentes dans le secteur de l'intervention sociale auprès des personnes en situation d'exclusion (autour des questions de genre, d'injonction à l'émancipation et à l'autonomie et d'organisation du système de prise en charge).

Le second a trait à la question du langage inclusif et a pour but d'interroger les différentes mobilisations militantes, institutionnelles et professionnelles autour des liens entre deux enjeux politiques, le genre et le langage.

Souhaites-tu ajouter un projet qui te tient particulièrement à cœur ?

Après avoir co-organisé le 6 mars 2018, une table ronde intitulée « Pour un langage non sexiste – L'écriture inclusive en débat », je coordonne avec ma collègue Gwenaëlle Perrier un dossier pour les *Cahiers du genre* intitulé « Genre, langue et politique. Le langage non sexiste en débat » qui sera publié en fin d'année 2020 (n°69). Prenant appui sur des controverses récentes, ce dossier réunit des contributions de disciplines différentes (philosophie, droit, sociologie, science politique, linguistique) et interroge les mobilisations autour de l'usage du langage non sexiste dans plusieurs pays (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Québec, Suède, Brésil).

Je travaille également depuis plusieurs mois avec des collègues allemandes sur un projet de recherche visant à étudier la prise en compte ou non de l'écriture inclusive dans les manuels scolaires français et allemand. Nous cherchons à comprendre, dans une perspective comparative, le rôle des discours et des contextes juridiques et institutionnel autour de l'utilisation du langage non sexiste dans les deux pays. Plus généralement, il s'agit de s'interroger sur les liens entre école, genre et langage : que nous disent les débats autour du langage non sexiste sur les processus d'institutionnalisation des questions de genre en France et en Allemagne ?

Enfin, depuis septembre 2020, je mène avec Gwenaëlle Perrier et Gaël Pasquier une enquête exploratoire auprès d'enseignant-es et de lycéen·nes pour mieux comprendre la manière dont est perçu le langage non sexiste à l'école. Nous enquêtons dans un lycée des Hauts-de-Seine et nous organisons une formation-recherche avec des enseignantes d'élémentaire pour comprendre la manière dont elles se saisissent de ces questions dans le cadre de l'enseignement de la langue en accord avec les programmes (apprentissage des règles d'accord en grammaire, apprendre à nommer les femmes et les hommes de manière adéquate quel que soit leur fonction...).

La recherche au Printemps

Collection « Interdépendances » – CNRS éditions

La collection de livres de science sociale « Interdépendances » a été fondée en 2018 au laboratoire Printemps par Marc Joly, chargé de recherche au CNRS, et François Théron, ingénieur d'études et éditeur. Elle propose aux chercheuses et chercheurs un accompagnement éditorial fort pour transformer en ouvrages de référence, aussi aboutis que possible, des recherches au long cours (thèses, HDR, articles scientifiques, séminaires). Elle entend accorder une large place aux travaux d'histoire des sciences gouvernés par l'idée que la connaissance du passé conditionne le progrès théorique et épistémologique. Elle a également vocation à accueillir des œuvres classiques, dont des traductions, en offrant là encore le meilleur suivi éditorial possible, conjuguant diffusion papier en librairies et, [à terme, diffusion électronique via OpenEdition Books](#). Enfin, adossée au séminaire « Épistémologie de la sociologie et théorie des sciences », elle publiera régulièrement des dialogues épistémologiques.

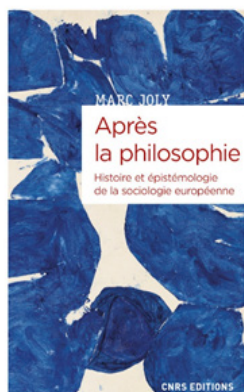


Emmanuel Todd, *Éloge de l'empirisme. Dialoguer avec les sciences sociales*, Paris, CNRS, 2020, 250 p.

Connu du grand public pour ses interventions souvent à contre-courant sur l'Europe et la vie politique française, Emmanuel Todd est d'abord et avant tout un chercheur. Ce dialogue, qui s'est tenu dans le cadre d'un séminaire d'épistémologie, est l'occasion pour l'historien des structures familiales, héritier de l'école des Annales, de revenir sur son parcours, de discuter de ses outils, de son rapport aux écoles historiques et sociologiques, mais aussi de débattre de ses « intuitions » et hypothèses sur le devenir économique et politique des sociétés contemporaines.

Un processus de recherche est-il par définition fait d'aléas et d'imprévus ? Quel usage l'historien doit-il faire des données quantitatives ? Comment, dans la perspective d'une théorie générale des processus sociaux, penser l'articulation entre l'État et les structures familiales ? Le savoir des sciences sociales est-il émancipateur ? Les sociétés humaines préfèrent-elles ignorer la vérité de ce qu'elles sont ?

À ces questions fondamentales d'épistémologie des sciences sociales, Emmanuel Todd apporte des réponses aussi originales que respectueuses des faits, et, non sans humour, échange en toute liberté.

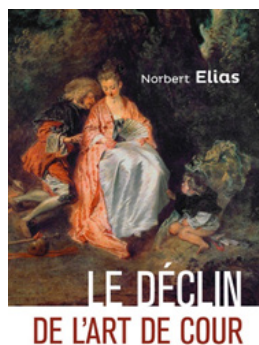


Marc Joly, *Après la philosophie. Histoire et épistémologie de la sociologie européenne*, Paris, CNRS, coll. « Interdépendances », 2020, 568 p

Après la philosophie entend clore une vaste enquête destinée à éclairer aussi bien la naissance que le statut épistémologique de la sociologie. Cette enquête vise ainsi à dégager l'existence d'un paradigme sociologique unifié, par-delà la pluralité des manières de faire de la sociologie (statistique, ethnographie, analyse des processus de longue durée, etc.).

Émile Durkheim, en prêtant à la sociologie une triple vocation (viser une science sociale intégrée, contribuer à l'élaboration d'une théorie générale de la connaissance et nourrir une image scientifique de l'humanité et du monde), est le véritable fondateur de ce paradigme. Norbert Elias, ensuite, a beaucoup œuvré pour clarifier le domaine d'étude de la sociologie : à savoir des sociétés en développement constituées d'êtres humains interdépendants par nature et selon des dispositifs de contrainte spécifiques. Avant que Pierre Bourdieu ne parachève le paradigme en plaçant la « réflexivité » au cœur de l'habitus du sociologue.

Partant, la sociologie a très largement assumé et redéfini, en lien avec la psychologie et la biologie, les fonctions naguère attribuées à la philosophie par Kant, consacrant ainsi l'ambition théorique et épistémologique d'un au-delà de la philosophie.



Norbert Elias, *Le déclin de l'art de cour*, Paris, CNRS, coll. « Biblis », 2019, 152 p.

La Société de cour de Norbert Elias (1897-1990) s'est imposée comme un classique au croisement de l'histoire, de la sociologie et de l'anthropologie. Les trois articles rassemblés ici s'inscrivent dans le sillage de cet ouvrage. Ils prolongent la réflexion d'Elias sur la transformation de la noblesse seigneuriale en aristocratie curiale, en l'élargissant à de nouveaux domaines.

D'un célèbre tableau de Watteau à l'avènement du « style kitsch » en passant par la poésie baroque allemande, Elias déploie ses analyses érudites et sensibles, éclairant les liens entre les configurations politiques et sociales, les structures psychologiques et les formes esthétiques. Chemin faisant, c'est un Elias plus intime qui se découvre, celui qui lisait et écrivait des poèmes, aimait Watteau et Mozart.

Traduit de l'allemand par Antony Burlaud et Barbara Thériault

Ouvrages à paraître en novembre 2020

Alain Testart, *Essai d'épistémologie pour les sciences sociales*.

Alain Testart, *Principes de sociologie générale*, vol. 1 : *Rapports sociaux fondamentaux et formes de dépendance*.

Ouvrages déjà parus : <https://www.cnrseditions.fr/collection/interdependances/>

La recherche au Printemps

Andreza Davidian, doctorante brésilienne invitée au Printemps

Andreza Davidian est doctorante en administration publique à l'École d'Administration de Sao Paulo de la Fondation Getúlio Vargas (FGV EAESP) et chercheuse au Centre Brésilien d'Analyse et de Planification (CEBRAP). Ses domaines de recherche en sciences politiques sont les élections, les partis politiques et les relations entre l'exécutif et le législatif. Elle se spécialise depuis quelques années dans les politiques publiques et la régulation de la santé.



Le système de santé universel du Brésil (Sistema Único de Saúde - SUS) est reconnu comme le plus grand système de santé publique au monde, tant en termes de services fournis que de nombre de personnes assurées. Il résulte d'un programme de changement de politique qui a constitutionnalisé la santé comme un droit de tous et un devoir de l'État dans le contexte de transition démocratique. Ce programme a été conçu au cours des deux dernières décennies par un groupe de professionnels de santé (les *sanitaristas*), qui se sont engagés à élargir l'accès aux soins, auparavant réservés uniquement aux personnes insérées dans le marché du travail formel. Une démarche ambitieuse, car l'une des sociétés les plus inégales du monde est passée d'un modèle bismarckien de protection sociale à un système national de santé, dans un contexte de régime autoritaire où l'organisation du mouvement social était défavorable.

Mon sujet de recherche actuel aborde ce passage à partir d'une approche centrée sur l'action des acteurs collectifs pour expliquer ce grand changement de politique – le Programmatic Action Framework (PAF), proposé par Hassenteufel & Genieys (2020). En tant que contribution à la compréhension du cas brésilien, l'intégration d'éléments idéationnels et d'outils de la sociologie des élites à l'analyse institutionnaliste du processus

politique est innovante. En appliquant le PAF, on identifie comment les cadres cognitifs, les ressources organisationnelles et une forte cohésion professionnelle ont permis aux *sanitaristas* d'occuper des postes clés dans la bureaucratie fédérale et de transformer la politique de santé vers les idéaux de la médecine sociale. En tant que contribution au PAF, l'application teste l'adhérence de ses propositions théoriques et méthodologiques, suggérant la pertinence de l'approche pour traiter des contextes différents de ceux auxquels il s'est d'abord appliquée (France et Etats-Unis).

De plus, cette approche a fourni des idées sur la résilience du consensus programmatique construit par les *sanitaristas*, toujours crucial pour soutenir le modèle universel malgré la crise économique et la dure instabilité politique dans le pays. L'analyse des suites de la réforme par ce prisme montre que ces professionnels ont pu conserver leur légitimité au sein du Ministère de la Santé, dont les postes ont été occupés par des médecins possédant une expertise professionnelle et technique, une expérience dans l'administration des services de santé et une réputation d'influence politique – nombre d'entre eux étant fortement engagés en faveur de la réforme. Ainsi, une autre dimension de la recherche en cours concerne l'identité et les capacités des personnes nommées –

les postes de direction de haut niveau dans la bureaucratie fédérale sont désignées par l'exécutif – dans le domaine de la santé, fondés sur le concept de discrétion et d'autonomie bureaucratique, et la capacité à formuler des objectifs collectifs et à se forger une réputation – ce qui est important dans le contexte des régimes présidentiels multipartites.

Enfin, une autre dimension concerne le rôle du Congrès dans les politiques publiques de santé et la réglementation au Brésil, notamment en ce qui concerne l'assurance maladie privée (santé complémentaire). Malgré la portée du système de santé publique, le mécontentement des Brésiliens à propos des soins est élevé, et on sait que même si la réforme avait promu un gros programme de transformation, une marge considérable a été donnée au secteur privé, qui s'est développé au départ sans réglementation (Le Brésil détient le deuxième plus grand marché de l'assurance maladie au monde, selon les données de l'OMS). Ainsi, je cherche à examiner les relations entre les groupes d'intérêt et les acteurs politiques dans cette arène, et comment les membres du Congrès répondent aux demandes extérieures dans cette politique sociale.

Les nouveaux membres du laboratoire

Lise Cornilleau est maîtresse de conférences en science politique à l'UVSQ et chercheuse au Printemps. Sa thèse était consacrée à la gouvernance globale de l'alimentation depuis la crise de 2008, au croisement de la sociologie de l'action publique, de la sociologie des sciences et de la sociohistoire de la quantification.



Elle a mené des recherches collectives sur le gouvernement des problèmes dits « mondiaux », la fabrique et le gouvernement des crises, et la modélisation et la scénarisation dans l'action publique. Ses articles sont parus dans *Critique Internationale*, la *Revue d'Anthropologie des Connaissances* et *Science & Technology Studies*.

Axelle Peltier est doctorante au laboratoire Printemps sous la direction de Patrick Hassenteufel et Sandrine Nicourd. L'objectif de sa thèse est d'analyser comment le genre structure la mise en œuvre et la réception des politiques d'insertion en France et en Belgique. Cette recherche s'articule autour de plusieurs échelles d'analyse :



un niveau macrosociologique pour éclairer la construction des politiques d'insertion à l'échelle nationale, un niveau méso-sociologique à l'échelle régionale centré sur la mise en œuvre des politiques d'insertion par les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), un niveau micro-sociologique focalisé sur les bénéficiaires. Cette perspective consiste à comprendre comment les inégalités se déploient à l'intersection du marché du travail, des dispositifs d'insertion et de la socialisation des bénéficiaires.

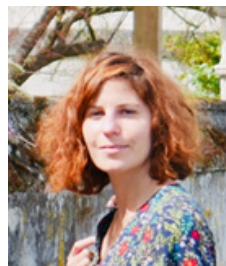
Marine Quennehen est docteure en sociologie.



Depuis septembre 2020, elle est ATER en sociologie à l'UVSQ et rattachée au Laboratoire Printemps. Après avoir réalisé une thèse sur la paternité en prison à l'EHESS et l'Ined, elle a effectué un post-doctorat sur l'ANR WORKLIFE à l'Ined. L'objectif de cette recherche est de saisir l'articulation entre la vie familiale et conjugale

et la vie professionnelle des salariés en France, dans plusieurs secteurs professionnels. Ses axes de recherche sont les paternités, les masculinités, la parenté et les solidarités familiales, les mises en couple et les ruptures conjugales, le genre, et les contraintes institutionnelles (prison et centres d'hébergement). Elle utilise principalement des méthodes qualitatives.

Clémentine Gozlan est maîtresse de conférences en sociologie à l'UVSQ. Ses recherches portent sur les transformations du monde académique dans la période contemporaine.



Après avoir consacré sa thèse de doctorat à l'évaluation de la recherche et aux controverses qu'elle soulève en France, elle travaille actuellement à un projet sur le militantisme dans la profession scientifique en France et en Grande Bretagne. Un ouvrage issu de sa thèse est à paraître à l'automne 2020 (*Les valeurs de la science*, ENS Éditions). Clémentine est chercheuse associée au Centre de Sociologie des Organisations (CNRS/Sciences Po), où elle a réalisé sa thèse, et à l'IDHES (École normale supérieure Paris-Saclay/CNRS).

Bruno Villalba est professeur de science politique à



AgroParisTech et membre du laboratoire Printemps. Ses recherches portent sur la théorie politique environnementale, notamment à partir d'une analyse de la capacité du système démocratique à reformuler son projet politique à partir des contraintes environnementales. Ancien rédacteur en chef de la revue *Etudes Rurales*, il est actuellement

membre des comités de rédaction des revues *La Pensée Ecologique* et *Développement durable*. Il a dirigé le programme Infrastructures de Transports Terrestres, ECOsystèmes et Paysages au Ministère de l'écologie. Il co-dirige la Dominante d'Approfondissement Science Politique, Ecologie et Stratégies (AgroParisTech) et le Master 2 Gouvernance de la transition écologie et stratégie (Paris-Saclay).

Laura Cruchet est PRAG au département de sociologie de l'UVSQ et rattachée au laboratoire Printemps. Certifiée et agrégée en sciences sociales, elle a commencé à enseigner dans le secondaire en tant que professeure de SES dans l'Académie de Versailles puis en Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles dans l'Académie de la



Guadeloupe. Enseignant la sociologie de l'éducation, la sociologie économique et intervenante en Master MEEF Professorat des Ecoles et SES, elle envisage également de réaliser une thèse sous la co-direction de Laure de Verdalle et de Jérôme Deauvieau à la rentrée 2021 sur l'Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche.

Soutenances de thèse

Armèle Cloteau, « Produire la valeur politique des marchandises. La construction historique d'un lobbying agroindustriel à Bruxelles (1945-2018) »

Thèse soutenue le 11 décembre 2019, ENS Cachan

Au croisement de la sociologie économique et de la sociologie politique de l'Union Européenne, cette thèse s'appuie sur l'analyse des archives d'un groupe agroindustriel majeur, sur une ethnographie au sein de son bureau européen et sur 52 entretiens avec des représentant.es d'intérêt ou des agent.es des institutions de l'UE. On y défend l'hypothèse que la formalisation des relations entre les institutions européennes et les entreprises sous la forme de ce qu'on appelle aujourd'hui « le lobbying » ne s'est opérée qu'au fil d'une évolution qui relève aussi de l'histoire des milieux d'affaires et des modes de gouvernement des firmes depuis le milieu du XXe siècle. Certaines sociétés sous pavillon européen mais déjà mondialisées n'étaient en effet pas spontanément ajustées aux attentes des nouvelles institutions communautaires, ne serait-ce qu'au plan de leur organisation interne. Pour ces entreprises, le passage d'une diplomatie économique assurée par les hauts dirigeants de l'entreprise à un lobbying professionnalisé, tel qu'il apparaît à la fin des années 1990, n'a pas été seulement une réponse aux demandes de la

Commission européenne mais a été aussi conditionné par des logiques proprement économiques.

Dans cette optique, le lobbying n'est pas qu'un exercice de communication politique : il constitue un prolongement sous conditions de l'activité de production industrielle. Comme le montre l'ethnographie, faire du lobbying suppose un travail permanent de requalification des propriétés des marchandises produites. À distance des propriétés commerciales des produits (parts de marché, prix de vente) mais en hypertrophiant leurs propriétés symboliques potentielles (des « produits sains », « respectueux de l'environnement »), les professionnel.les de la représentation d'intérêt façonnent la valeur politique des marchandises tout en les rendant compatibles avec les catégories mobilisées par les régulateur.trices. Ce faisant, il.elles facilitent l'introduction et le maintien de ces marchandises sur les marchés.

Clément Petitjean, « Des professionnel·le·s de la représentation populaire. Les community organizers à Chicago »

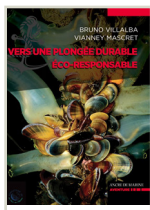
Thèse soutenue le 21 novembre 2019, UVSQ

Alors que le community organizing constitue aujourd'hui l'une des formes d'action collective les plus légitimes aux États-Unis, encourageant la participation de classes populaires que tout exclut du champ politique, les conditions de possibilité de cette participation improbable restent peu étudiées. À partir d'une enquête ethnographique et sociohistorique menée à Chicago, berceau de ce répertoire d'action, la thèse se penche sur le groupe de professionnel·le·s – les community organizers – qui font exister une participation et une représentation profanes. Pourtant, ces professionnel·le·s refusent de parler au nom du groupe mobilisé, la community, se mettant activement en retrait derrière des porte-parole populaires qu'ils et elles sélectionnent et forment. Pour saisir les ressorts de cette dissociation originale entre professionnel·le et porte-parole et ses effets sur la division du travail politique, on montre comment ce rôle de « faiseur de représentants » se consolide et se légitime à partir des années 1970, au croisement de formes d'intervention sociale héritées

des initiatives réformatrices des premières décennies du XXe siècle et des pratiques contestataires issues des mouvements sociaux des années 1960. La thèse expose ensuite comment ce rôle hybride, où revendication d'expertise professionnelle et travail de mobilisation sont indissociables, se manifeste dans des pratiques quotidiennes. Celles-ci s'inscrivent dans un espace d'intermédiation largement déterminé par des relations d'interdépendance avec d'autres espaces sociaux concurrents (champs politique et philanthropique, espace des mouvements sociaux) qui échappent aux porte-parole profanes. Toutefois, en déplaçant la focale vers les trajectoires des community organizers, de leurs dispositions à l'engagement aux modalités de maintien dans le rôle en passant par l'incorporation en acte de ce sens pratique militant, on voit que devenir community organizer peut confirmer ou enclencher des dynamiques de politisation individuelle.

Les publications

Vers une plongée durable éco-responsable



Chaque coup de palme compte. Plonger nous immerge dans une situation paradoxale : cela participe à notre émerveillement face à la nature mais contribue aussi à la dégrader.

Plonger n'est jamais sans conséquence sur les milieux marins, les littoraux et notre planète bleue. Plutôt que de se réfugier dans un déni confortable, il s'agit de faire face à notre responsabilité et agir. Insister sur l'importance de notre responsabilité, c'est valoriser la relation qui nous lie

à ce monde fabuleux : son extrême vulnérabilité est aussi la nôtre. Notre émerveillement doit nous permettre de construire d'autres attitudes afin de réduire notre impact sur les océans.

Que ce soit avant de plonger, pendant ou après, Vers une plongée durable présente des solutions que chaque plongeur.e peut décider d'adopter. Une autre manière de prolonger le lien si particulier qui nous relie au grand bleu.

Bruno Villalba, Vers une plongée durable éco-responsable, Ancre de Marine, 2020, 226 pages

Médecins légistes. Une enquête sociologique



Une enquête singulière, menée pendant quatre ans au cœur du dispositif médico-légal français, qui nous entraîne dans le quotidien de ces « blouses blanches » dont le rôle est de transformer les corps des victimes, vivantes ou mortes, en preuves judiciaires.

« On est la dernière personne à pouvoir les aider quand ils sont sur la table. » Ainsi une jeune légiste rencontrée dans cet ouvrage résume-t-elle sa vocation pour « la médico-légale ».

Au terme d'une enquête singulière, menée pendant quatre ans au cœur du dispositif médico-légal français, l'auteur lève le voile sur un métier popularisé par les séries policières et pourtant méconnu. Il nous entraîne dans le quotidien de

ces « blouses blanches » dont le rôle est de transformer les corps des victimes, vivantes ou mortes, en preuves judiciaires. Nous les suivons dans les salles d'autopsie où ils tentent de percer les secrets des cadavres, dans les cabinets médicaux où ils examinent les plaignants pour évaluer le degré de violence subie, et jusqu'aux tribunaux où les magistrats du parquet se saisissent de leur expertise. Nous écoutons leurs récits pour comprendre ce qui les a conduits, dans leur parcours personnel et professionnel, à exercer aux confins de la médecine et du droit une activité qui fait souvent d'eux de véritables juges en matière de faits de violence.

Romain Juston Morival, Médecins légistes. Une enquête sociologique, Presses de Sciences Po, 2020, 226 pages

Quand les cantines se mettent à table... Commensalité et identité sociale



Face aux millions de repas servis quotidiennement en France, la restauration collective est aujourd'hui mise au défi de répondre à des enjeux de natures différentes : nutritionnels, environnementaux, sanitaires, économiques, sociaux et éducatifs. Si les établissements sont tous concernés par ces enjeux de société, ils ne se distinguent pas moins par des différences abyssales en matière de financement et d'intérêt politique, entre repas des enfants, des actifs et des personnes en institution (maisons de retraite, Ehpad mais aussi prison, hôpital ou centre d'hébergement d'urgence...). À l'inverse, tous doivent répondre à la double contrainte d'une gestion collective qui essaie de s'adapter à des goûts et des spécificités

individuels (handicaps, régime alimentaire...). Présentant les résultats d'un ensemble d'enquêtes empiriques, cet ouvrage met l'accent sur une dimension rarement étudiée des repas pris en collectivité, et pourtant fondamentale : leur fonction sociale. Il met en évidence l'expérience commune de ces repas partagés dans les constructions identitaires, quel que soit l'âge ou l'origine des convives, par exemple dans la formation de l'identité sexuée pour les enfants ou l'identité nationale pour des salariés immigrés. Ces identités se forgent tant dans les interactions entre convives, qu'entre convives et professionnels de la restauration collective, que le regard ethnographique permet ici de décrypter.

Géraldine Comoretto, Anne Lhuissier, Aurélie Maurice, Quand les cantines se mettent à table... Commensalité et identité sociale, Editions Quae Educagri, 2020, 160 pages

Les publications

Avec ou sans l'Europe. Le dilemme de la politique française d'armement



Avions de combat, missiles, drones militaires, hélicoptères d'attaque, chars d'assaut, navires de guerre, etc. Pourquoi la France s'arme-t-elle parfois avec l'Europe, par des coopérations, et parfois sans l'Europe, par des programmes « Made in France » ou des importations des États-Unis ? Grâce à la conduite de plus de 150 entretiens, ce livre offre une plongée inédite dans la politique française d'acquisition de technologies militaires par laquelle l'État peut assurer la défense du territoire national et mener des opérations extérieures.

L'auteur suit les ministres de la Défense, les chefs militaires, les ingénieurs de l'armement et les capitaines d'industrie aux manettes de ces décisions qui se comptent en dizaines de milliards d'euros et qui engagent l'État pour des décennies. Plus qu'une collusion de la classe dominante, voire un complot du complexe militaro-industriel, ce livre révèle les configurations évolutives des rapports de pouvoir. C'est l'histoire du clash des élites de l'armement.

Samuel B.H. Faure, Avec ou sans l'Europe. Le dilemme de la politique française d'armement, Editions de l'Université de Bruxelles, 2020, 250 pages

Agenda

Séminaire général

11 décembre 2020

Romain Juston (DySoLab-IRIHS), autour de son livre *Médecins légistes. Une enquête sociologique*, Presses de Sciences Po, 2020

Discutante : Christine Hamelin (Printemps)

15 janvier 2021

Julie Landour (IRISSO), autour de son livre *Sociologie des Momprenneurs. Entreprendre pour concilier travail et famille ?*, Presses Universitaires du Septentrion, 2019

Discutante : Gabrielle Schütz (Printemps)

12 février 2021

. **Sylvain Laurens** (CMH), autour de son livre *Militer pour la science. Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*, Éditions de l'EHESS, 2019

. **Arnaud Saint-Martin** (CESSP-CSE), autour de son livre *Science*, Anamosa, 2020

Discutant : Marc Joly (Printemps)

Soutenances de thèse

4 décembre 2020

Ilias Naji, « Le retournement des retraites (1983-1993). Acteurs, histoire, politiques de l'emploi et circuits financiers. »

11 décembre 2020

Jennifer Laussu, « Entre prévention et performance. L'ethos professionnel des ergonomes en tension »



Compte tenu du contexte sanitaire, le public ne pourra pas être accueilli lors des soutenances de thèse. Le lien de visioconférence pourra être communiqué sur demande à l'adresse : contactprintemps@uvsq.fr

Séminaires thématiques

Les programmes 2020 / 2021 des séminaires thématiques sont consultables sur [le site du laboratoire Printemps](#).



A ce jour, les séances des séminaires sont prévues en distanciel. Selon l'évolution du contexte sanitaire, les informations seront actualisées sur le site du Printemps.

Directeur de la publication : Laurent Willemez
Equipe de rédaction : Matthieu Hély, Paul Moutard-Martin, Marie Sommier
Conception graphique et réalisation : Carine Boulard